

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
Cité administrative - Bât C - 2ème étage
Boulevard George Sand
36000 Chateauroux

Chateauroux, le 02/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/04/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LHOIST FRANCE OUEST

Route de Buzançais
Usine des Gaillards
36800 Saint-Gaultier

Références : VAT20240169

Code AIOT : 0010002859

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/04/2024 dans l'établissement LHOIST FRANCE OUEST implanté Les Gaillards 36800 Saint-Gaultier. L'inspection a été annoncée le 23/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

-

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LHOIST FRANCE OUEST
- Les Gaillards 36800 Saint-Gaultier

- Code AIOT : 0010002859
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation est située sur le territoire de la commune de SAINT-GAULTIER aux lieux-dits «Les Gaillards», «Le Champ des Ronces», «Pré Gentillet», «Dix Mines», «Chézal-Dessus», «Le Champ des Bruyères», «Le Bois de l'Etang» et «Terre du Bois de la Montée». L'emprise autorisée est de 74ha 15 a 51 ca. L'usine de production de chaux est implantée sur le site. Le matériau extrait est du calcaire. Le calcaire extrait est traité sur place. Il alimente l'usine de fabrication de chaux ou directement en amendement agricole. L'abattage des matériaux est réalisé à l'explosif.

L'arrêté préfectoral n° 2005-07-0259 du 29 juillet 2005 (modifié) autorise LHOIST FRANCE OUEST à la poursuite et l'extension d'une carrière de calcaire jusqu'au 29 juillet 2035.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	BORNAGE	Arrêté Préfectoral du 29/07/2005, article III. 1 .B	Demande d'action corrective	60 jours
7	EXTRACTION	Arrêté Préfectoral du 29/07/2005, article III. 4. D	Demande d'action corrective	60 jours
8	EXTRACTION EN GRADINS	Arrêté Préfectoral du 29/07/2005, article III. 4. D. a	Demande d'action corrective	60 jours
9	PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES	Arrêté Préfectoral du 29/07/2005, article III.5.A.a.	Demande d'action corrective	60 jours
10	SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES	Arrêté Préfectoral du 29/07/2005, article III.5.A.d.	Mise en demeure, respect de prescription	60 jours
11	CONTRÔLES ACOUSTIQUES	Arrêté Préfectoral du 29/07/2005, article III.5.D.e.	Demande d'action corrective	60 jours
13	BASSINS DE DECANTATION	Arrêté Préfectoral du 29/07/2005, article III.6.C	Demande d'action corrective	60 jours
14	SUIVI ANNUEL D'EXPLOITATION	Arrêté Préfectoral du 29/07/2005, article III.7.B.a.	Demande d'action corrective	60 jours
15	ACCES ET VOIES DE CIRCULATION	Arrêté Préfectoral du 29/07/2005, article III.5.B.b	Demande d'action corrective	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	DECHETS	Arrêté Préfectoral du 03/08/2005, article Article III.5.C.d	Susceptible de suites	Sans objet
2	QUANTITES AUTORISEES	Arrêté Préfectoral du 29/07/2005, article I.2.B.	/	Sans objet
3	INFORMATION DES TIERS	Arrêté Préfectoral du 29/07/2005, article III.1. A	/	Sans objet
5	DEBOISEMENT	Arrêté Préfectoral du 29/07/2005, article III. 4. A	/	Sans objet
6	DECAPAGE DES TERRAINS	Arrêté Préfectoral du 29/07/2005, article III. 4. B	/	Sans objet
12	INTERDICTION D'ACCES	Arrêté Préfectoral du 29/07/2005, article III. 6. A	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans le fiches ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : DECHETS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2005, article Article III.5.C.d
Thème(s) : Risques chroniques, TRAÇABILITÉ DES DÉCHETS
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 23/05/2023 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant devra être en mesure de justifier la nature, l'origine, le tonnage, le mode et le lieu d'élimination de tout déchet produit par ses installations. A cet effet, il tiendra à jour un registre qui sera tenu à la disposition de l'inspection des installations classées[...].</p>
Constats :

<p>L'exploitant produit des déchets non-dangereux et valorise des déchets inertes.</p> <p>L'exploitant a présenté un registre informatique des déchets non dangereux pour l'année 2023. Il est noté la date d'enlèvement, le code déchet, le conditionnement, la quantité, le numéro du BSD. Dans le registre, nous retrouvons également une partie du producteur initial, une partie expéditeur, une partie transporteur avec le nom du transporteur, le SIRET, le numéro du récépissé et enfin une partie sur la destination finale notamment le destinataire, l'adresse, le numéro SIRET, la quantité et le code de traitement réalisé</p> <p>Constats : Pas d'écart constaté</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>/</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : QUANTITES AUTORISEES

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/07/2005, article I.2.B.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, QUANTITES AUTORISEES</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La quantité maximale de matériaux extraits de la carrière sera de 800 000 tonnes/an avec une moyenne de 650 000 tonnes/an. La quantité maximale traitée dans l'installation de premier traitement sera de 700 000 tonnes/ an.</p>
<p>Constats :</p> <p>La quantité de matériaux extraits de la carrière est de 155 600 tonnes bien en dessous des 800 000 tonnes/an. L'exploitant a indiqué que l'entreprise a été 5 mois à l'arrêt.</p> <p>Constats : Pas d'écart constaté</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>/</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : INFORMATION DES TIERS

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/07/2005, article III.1. A</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, INFORMATION DES TIERS</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant le début de l'exploitation, l'exploitant est tenu de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux indiquant, en caractères apparents, son identité, la référence de l'autorisation préfectorale, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en</p>

état du site peut être consulté.
Constats : À l'entrée du site, l'exploitant en mis en place un panneau indiquant, en caractères apparents, son identité, la référence de l'autorisation préfectorale, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté. Constat : Pas d'écart constaté
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : BORNAGE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/07/2005, article III. 1 .B
Thème(s) : Risques chroniques, BORNAGE
Prescription contrôlée : Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer : - des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation, - le cas échéant, des bornes de nivellement. Un plan de bornage sera établi par un géomètre expert avant le début des travaux. Un exemplaire de ce plan sera fourni à l'inspection des installations classées, dès sa réception par l'exploitant de la carrière. Ces bornes devront toujours être dégagées et demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site
Constats : Sur le plan d'ensemble les bornes ne sont pas signalées. L'exploitant n'a pas été en mesure de pouvoir identifier une borne et donc aucune borne n'a pu être contrôlée lors de l'inspection. Dans le rapport de contrôle de début année, il est spécifié : « <i>Le bornage du site a été réalisé par le cabinet FOURDRINIER, Géomètre expert D.L.P.G à ARGENTON sur CREUSE .»</i> L'exploitant transmettra des pièces justificatives (photos) à l'inspection pour justifier de la présence des bornes délimitant le périmètre de l'autorisation d'exploiter, et s'assurera de les maintenir dégagées et visibles par la suite. Pour rappel : Ces bornes devront toujours être dégagées et demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site. Constat : Les bornes ne sont pas repérées et l'exploitant devra transmettre les justificatifs de la présence de bornes délimitant son installation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délai de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 5 : DEBOISEMENT

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/07/2005, article III. 4. A
Thème(s) : Risques chroniques, DEBOISEMENT
Prescription contrôlée : Sans préjudice de la législation en vigueur, le déboisement et le défrichage éventuels des terrains sont réalisés progressivement, par phases correspondant aux besoins de l'exploitation.
Constats : La société Battu est intervenue sur le site en janvier pour le déboisement d'une parcelle. Constat : Pas d'écart constaté
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : /
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : DECAPAGE DES TERRAINS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/07/2005, article III. 4. B
Thème(s) : Risques chroniques, DECAPAGE DES TERRAINS
Prescription contrôlée : Aucune extraction n'aura lieu sans décapage préalable de la zone concernée. Le décapage des terrains est limité aux besoins des travaux d'exploitation. Il sera interdit pendant les périodes de reproduction de la faune (mi-mai à fin août). Le décapage est effectué de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles. Le dépôt des horizons humifères n'aura pas une hauteur supérieure à 2 m et ne sera pas compacté par des engins mécaniques, pour lui conserver ses qualités agronomiques. Il ne devra pas être stocké pour des périodes trop longues. Les horizons humifères et les stériles seront intégralement réutilisés pour la remise en état.
Constats :

<p>Aucune extraction n'a lieu avant le décapage des terrains. Le décapage est réalisé pour partie par le carrier et pour partie par la société Saint Gabillon. Le dernier décapage a eu lieu début février.</p> <p>Le décapage est réalisé au fur et à mesure des besoins tout en respectant les périodes de reproduction de la faune. L'exploitant utilise les horizons humifères et les stériles pour la remise en état.</p> <p>Constats : Pas d'écart constaté</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>/</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : EXTRACTION

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/07/2005, article III. 4. D</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, EXTRACTION</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitation de la carrière est conduite conformément aux plans de phasage des travaux et de remise en état du site en annexe 2 du présent arrêté. Toute modification du phasage ou du mode d'exploitation fera l'objet d'une demande préalable adressée au préfet avec tous les éléments d'appréciation. Le carreau de la carrière aura pour cotes minimales 83 m NGF et 88 m NGF (pour l'extension).</p>
<p>Constats :</p> <p>Par rapport au phasage proposé, l'exploitant estime ce retard à 5 années ainsi que la partie qui doit être remise en état. Les côtes du carreau sont respectées, le point le plus bas est à 85,7 m NGF sur l'ancienne partie et de 100,5 m NGF sur l'extension.</p> <p>Constat : L'exploitant devra déposer un plan de phasage et les garanties financières. Par ailleurs, l'exploitant devra justifier du délai de la remise en état de la carrière qui devra être compatible avec la durée de l'autorisation.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délai de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 8 : EXTRACTION EN GRADINS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/07/2005, article III. 4. D. a
Thème(s) : Risques chroniques, EXTRACTION EN GRADINS
Prescription contrôlée : La hauteur de chaque gradin n'excédera pas 15 m. La progression des niveaux d'extraction sera réalisée de manière à maintenir en permanence l'accès à toutes les banquettes.
Constats : Sur le plan présenté, le jour de la visite, l'inspection constate que les fronts les plus hauts oscillent entre 15 m et 16 m. L'exploitant précise que les points de mesure sont mal placés et trop espacés. L'exploitant s'est engagé à réaliser un plan plus précis rapidement afin de justifier que les fronts sont inférieurs à 15 m. L'inspection a constaté l'espacement des points et prend acte de l'engagement de l'exploitant. Par ailleurs, il a été constaté sur l'ancienne partie que des banquettes étaient difficilement accessibles. Sur la partie en extension, l'extraction est réalisée afin d'avoir de large banquette. Constat : L'exploitant devra justifier à l'aide d'un plan établi par un géomètre de la hauteur de chaque gradin. L'exploitant devra également justifier de l'accès à toutes les banquettes du site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délai de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 9 : PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/07/2005, article III.5.A.a.
Thème(s) : Risques chroniques, Aire de ravitaillement
Prescription contrôlée : Le ravitaillement et l'entretien des engins sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Entretien des véhicules Le gros entretien des véhicules sur le site de la carrière est interdit.
Constats : Lors de l'inspection, il a été constaté que l'aire étanche pour le ravitaillement des engins ne paraît pas suffisamment grande. Par ailleurs, elle n'est pas entourée par un caniveau permettant la

<p>récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. L'exploitant a indiqué que des travaux devaient être entrepris pour la rendre suffisamment adaptée aux véhicules.</p> <p>L'exploita précise que les engins sont placés de manière à ne pas avoir de débordement et que l'aire construite a une pente suffisante afin de diriger les eaux vers le séparateur.</p> <p>Le séparateur d'hydrocarbure a été nettoyé le 7 novembre 2023 par la société SOA. L'exploitant a également présenté la facture.</p> <p>Constat : L'aire étanche n'est pas entourée par un caniveau permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. L'exploitant devra revoir le dimensionnement de celle-ci.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délai de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 10 : SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/07/2005, article III.5.A.d.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, III.5.A.d. SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le rejet direct ou indirect même après épuration d'eaux résiduaires dans une nappe souterraine est interdit. Les points suivants sont notamment à prévoir en cas de remblaiement : La qualité des eaux souterraines fait l'objet d'une surveillance. A cette fin, au moins 3 points de contrôle sont mis en place, y compris au moins un en amont (2 piézomètres et un puit en aval).[...] Le niveau d'eau dans chaque point de contrôle sera relevé mensuellement. Les valeurs seront consignées dans un registre prévu à cet effet et dont copie sera transmise à l'inspection des installations classées tous les 6 mois accompagnés des résultats des contrôles prévus ci-après. Des analyses des eaux prélevées dans chaque piézomètre seront réalisées semestriellement par une personne ou un organisme agréé.</p> <p>Les contrôles porteront sur les paramètres suivants : - pH - température - matières en suspension - DCO - Conductivité à 20°C - Oxygène dissous - Hydrocarbures totaux - Azote global - Phosphore total Les modalités pratiques de cette surveillance seront définies dans une consigne. Toute anomalie devra être signalée à l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais, avec les causes, les mesures prises pour y remédier ou les investigations engagées. Les résultats des analyses seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et seront conservés par l'exploitant pendant toute la durée de l'autorisation.</p>
<p>Constats :</p>

<p>L'exploitant a présenté le rapport de décembre 2023 établi par la société Comirem Scop. Il est noté dans ce rapport que le site est équipé de 2 piézomètres :</p> <ul style="list-style-type: none"> –Le piézomètre Pz1 est localisé en aval au sud-est du site. –Le piézomètre Pz2 est localisé en amont au nord-ouest du site. <p>Un troisième point, nommé AEP ST-G, est contrôlé en aval hydrogéologique au sud-est du site. Il correspond à un captage A.E.P. géré par la ville de Saint-Gaultier. La qualité des eaux souterraines est contrôlée semestriellement au droit des piézomètres Pz1,Pz2 et AEP St-G.</p> <p>Au vu de l'état du site suite aux énormes pluies, l'inspection n'a pas été en mesure de pouvoir accéder à un piézomètre. Le captage n'est pas situé sur le site et l'inspection indique qu'un captage d'eau potable n'est pas un point de contrôle pour une installation classée.</p> <p>Suite aux mesures réalisées, il y a eu une détection de soufre sur les 3 ouvrages et une faible concentration en zin détectée sur Pz1. La concentration en matières en suspension est faible sur AEP STG (6,8 mg/l). Elle est inférieure au seuil de quantification du laboratoire sur Pz2. Elle est élevée sur Pz1 (130 mg/l). Une concentration élevée avait également été observée en juin 2021. L'exploitant justifie que ces écarts datent de 2021 sans jamais avoir engagé des investigations.</p> <p>L'exploitant présente également des relevés mensuels de niveau d'eau dans le PZ1 et PZ2.</p> <p>Constat : Le site ne dispose pas d'au minimum 3 points de contrôle conformément au dossier initial et à l'autorisation actuelle. L'exploitant n'a pas engagé les recherches permettant de trouver la cause des anomalies et n'a pas proposé de mesure pour y remédier.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>/</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 11 : CONTRÔLES ACOUSTIQUES

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/07/2005, article III.5.D.e.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, CONTRÔLES ACOUSTIQUES</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant devra réaliser, 3 mois après la notification de l'arrêté préfectoral, une mesure des niveaux par une personne ou un organisme qualifié. Un contrôle des niveaux sonores sera ensuite réalisé tous les ans et notamment lorsque les fronts de taille de la carrière se rapprochent de zones habitées. Les points de mesures (émergences et niveaux de bruit en limite de propriété) sont déterminés en accord avec l'inspection des installations classées qui pourra demander que des mesures supplémentaires soient réalisées. Les résultats des mesures (émergences et niveaux de bruit en limite de propriété) sont transmis à l'inspection des installations classées dans les 2 mois qui suivent la campagne de mesures.</p>
<p>Constats :</p>

L'exploitant a transmis un rapport qui reprend différents points notamment les mesures des niveaux sonores qui ont été réalisées par la société Sixense du 15 au 16 juin 2023.

Au point de mesure PF3B, en période diurne uniquement, l'indicateur utilisé est le L50 car LAeq - L50 > 5 dB(A). La mesure relève un dépassement de 3 dB(A) sur le point PF3B. Une étude de bruit a été réalisée en fin d'année 2023 afin de déterminer l'origine du dépassement. Celle-ci montre une correspondance entre le fonctionnement du broyeur chaud vive et l'heure de constatation du dépassement. Il est prévu l'installation d'un bardage phonique sur cette installation en mai 2024. Une nouvelle mesure sera effectuée pour valider l'efficacité du bardage.

L'inspection prend en compte l'engagement de l'exploitant de réaliser des travaux. Il devra programmer de nouvelles mesures des niveaux acoustiques à l'issue en juin 2024. Ces mesures devront être transmises dès réception à l'inspection des installations classées.

Constat : Un dépassement des émergences en période diurne a été constaté sur un point de mesure. L'exploitant devra transmettre de nouvelles mesures pour le mois de juin 2024 à l'issue des travaux prévu en mai 2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délai de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 12 : INTERDICTION D'ACCES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/07/2005, article III. 6. A

Thème(s) : Risques chroniques, INTERDICTION D'ACCES

Prescription contrôlée :

III.6.A.a. GARDIENNAGE Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit. III.6.A.b. CLÔTURE L'accès à la carrière et à toute zone dangereuse de l'exploitation est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent (merlon de 2 mètres ne débouchant pas directement sur les bords de l'excavation). III.6.A.c. INFORMATION Les dangers sont signalés par des pancartes placées, d'une part sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part à proximité des zones clôturées (un panneau tous les 50 mètres).

Constats :

L'inspection a constaté la présence sur la partie du site contrôlée une clôture et un portail à l'entrée du site. Durant les heures ouvrées, le portail est ouvert. Il a également été constaté la présence de pancartes placées, d'une part sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part à proximité des zones clôturées sur la partie contrôlée.

Constat : Pas d'écart constaté
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : /
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : BASSINS DE DECANTATION

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/07/2005, article III.6.C
Thème(s) : Risques chroniques, BASSINS DE DECANTATION
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les bassins de décantation seront interdits par une clôture ou tout moyen équivalent. Des moyens de secours adaptés (bouée, barque, ligne de vie...) seront disponibles à proximité.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a été constatée la présence de deux bassins de décantation sur le site lors de la visite. Ces bassins dans leur intégralité ne sont pas clôturés dans leur intégralité. Le site est clôturé et seul les parties à l'intérieur du site sont accessibles pour la partie des bassins. L'exploitant a mis en place des panneaux indiquant le risque de noyade et l'information a été transmise aux personnels du site. Les transporteurs ne sont pas autorisés à aller sur la partie de la carrière.</p> <p>Par ailleurs, le bassin se situant à proximité des bureaux, l'exploitant n'a pas mis en place des moyens de secours adaptés tel que : bouée, barque, ligne de vie...</p> <p>Sur ce site, l'exploitant n'est pas en mesure d'indiquer clairement où son dirige les eaux de la carrière des eaux provenant de l'usine se situant sur le même site mais ayant un arrêté d'autorisation différents.</p> <p>L'exploitant a transmis un PAC en 2022 afin d'installer d'avoir une autorisation pour installer une pompe de 305 m³/h. Ce PAC est en cours d'instruction au sein de l'UiD de l'Indre.</p> <p>Constat : L'exploitant n'a pas interdit l'accès aux bassins de décantation par une clôture ou tout moyen équivalent. Sur le bassin de décantation à proximité des bureaux, l'exploitant n'a pas mis en place Des moyens de secours adaptés tel que : bouée, barque, ligne de vie... L'exploitant devra transmettre un plan en précisant où les eaux de la carrière et les eaux de l'usine sont dirigées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délai de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 14 : SUIVI ANNUEL D'EXPLOITATION

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/07/2005, article III.7.B.a.
Thème(s) : Risques chroniques, SUIVI ANNUEL D'EXPLOITATION
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à la superficie de la carrière sera dressé chaque année. Il sera versé au registre d'exploitation de la carrière et fera apparaître notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50 mètres, les noms des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage, - les bords de la fouille, - les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état, - l'emprise des infrastructures (installations de traitement et de lavage des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes, - les piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière, - les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, - le positionnement des fronts, - la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques ainsi que leur périmètre de protection. <p>Les surfaces S1, S2 et S3 des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remise en état, en eau...) seront consignées dans une annexe à ce plan. Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination des garanties financières seront mentionnés et explicités.</p> <p>Un rapport annuel d'exploitation présentant les quantités extraites, les volumes de remblais, la synthèse des contrôles périodiques effectués dans l'année (bruit, poussières, eau..), les accidents et tous les faits marquants de l'exploitation sera annexé au plan susnommé. Ce plan et ses annexes seront transmis chaque année avant le 31 mars à l'inspection des installations classées. Un exemplaire de ce plan sera conservé sur l'emprise de la carrière et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Ce plan devra être réalisé, sur demande de l'inspection des installations classées, par un géomètre, notamment pour vérifier l'état d'avancement des travaux de remise en état.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis un plan incomplet. L'exploitant a calculé les valeurs S1, S2 et S3 de son site. Il est difficile de pouvoir le contrôler au vu des informations manquantes sur le site. L'exploitant a transmise Les valeurs S1, S2 et S3 transmises sont cohérentes avec l'autorisation actuelle. L'actualisation des garanties financière a été réalisée le 28 novembre 2022. La hauteur de certains fronts oscillent entre 15 m et 16 m. Mais l'exploitant précise que les points ne sont pas significatifs autour des fronts.</p> <p>Constat : Le plan annuel est incomplet, il manque le bornage, les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état, l'emprise des</p>

infrastructures, des stocks de matériaux et des terres de découverte, les piézomètres. Les cotes d'altitude des points ne sont pas accès représentatives afin de déterminer la hauteur des fronts. Les valeurs S1, S2 et S3 devront être calculées par le géomètre et transmis avec le plan.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délai de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 15 : ACCES ET VOIES DE CIRCULATION

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/07/2005, article III.5.B.b
Thème(s) : Risques chroniques, ACCES ET VOIES DE CIRCULATION
Prescription contrôlée : L'accès à la voirie publique sera aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique. Une signalisation mentionnant la sortie d'engins de la carrière sur la route départementale doit être placée en amont et en aval du débouché de la carrière. Les voies de circulation internes et les aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues. Les installations et les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières, ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publique. A cet effet, une installation de lavage et de débouillage des roues de véhicules et un portique permettant l'humidification du chargement doivent être mis en service à la sortie de la carrière. Un dispositif de mesure permettra de relever le temps effectif de fonctionnement des installations et les résultats seront portés sur un registre. Ce dernier sera mis à la disposition de l'inspection des installations classées .
Constats : A l'entrée du site, l'exploitant a mis en place une signalisation mentionnant la sortie d'engins de la carrière sur la route départementale. Il n'a pas été constaté de boue sur les voies de circulation publique. L'exploitant précise que les véhicule sortant de la carrière sont dirigé directement vers l'usine donc n'emprunte pas la départementale. Le site n'est donc pas équipé d'un portique permettant l'humidification du chargement. L'exploitant devra transmettre un porter à connaissance afin de justifier l'absence de ce portique. Constat : Le site n'est pas équipé d'un portique permettant l'humidification du chargement à la sortie de la carrière.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délai de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours